

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 30: Distinction publique

Artikel: Sciences administratives : perpetuum immobile
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021972>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Perpetuum immobile

L'équipe du Professeur Lascherre de l'Institut de recherches sur le fonctionnement des institutions humaines, mandatée par la commission européenne chargée d'étudier les administrations publiques, vient de livrer le résultat de ses travaux sous forme d'un pavé de 500 pages intitulé «Perpetuum immobile, ou le principe d'administration».

(π) C'est la première fois qu'une analyse globale est faite sur ce sujet et elle est si rigoureuse qu'on est conduit soi-même en la lisant à anticiper la conclusion de l'ouvrage. Laquelle tient en peu de mots comme il sied à toutes les grandes vérités : *plus une administration est inutile en soi, plus elle est utile à l'Etat.*

Il faut dire que les auteurs ont profité des toutes dernières expériences des pays de l'Europe de l'Est. La suppression d'administrations dites parasites n'a pas contribué comme on l'espérait naïvement à renforcer l'efficacité de

l'Etat. Au contraire, bien qu'inutiles, leur disparition a entraîné un dangereux affaiblissement des pouvoirs publics.

Les auteurs provoquent donc une véritable révolution copernicienne en démontrant qu'il faut conserver en priorité les administrations dont l'utilité, l'efficacité et le rendement tendent vers zéro. Elles peuvent bien sûr continuer à se développer, à progresser mais seulement dans la mesure où elles n'offrent pas de réelle amélioration des prestations. On comprend dès lors pourquoi un chapitre entier est consacré à l'informatisation : la baisse de qualité pendant la mise en place du nouveau système permet d'habituer les usagers à la détérioration progressive des services qu'entraînera inmanquablement le transfert des responsabilités à l'ordinateur.

Mais il ne s'agit pas seulement de conserver d'anciennes administrations, il faut aussi encourager la prolifération de nouvelles. Un exemple de scénario tout simple que nous avons adapté à notre pays : a) l'Etat soucieux du bien public avertit les citoyens que les risques de violence en Suisse sont énormes les soirs de vendredi 13 de pleine lune quand souffle le foehn; b) des groupes de citoyens exigent une protection de la part de l'Etat; c) les représentants du peuple votent les crédits pour la création d'un corps de police spécialisé; d) la population sensibilisée par la campagne en faveur de la création d'un corps de police spécialisé ne sort plus de chez elle les soirs de vendredi 13 de pleine lune quand souffle le foehn; e) grâce à son inutilité, le corps de police fonctionne parfaitement – sans risque de bavures – et contribue à forger l'image d'un Etat solide.

Pour résumer, l'Administration avec un grand A devra petit à petit apparaître dans toute sa majesté comme le principe même de la stabilité de l'Etat et la garantie d'un bonheur durable des citoyens. Le recours à l'Administration

sera pour eux ce que la prière est pour les croyants : une communication, une communion avec l'Eternel, dont les voies sont impénétrables et dont il serait par conséquent présomptueux d'attendre une aide rapide et concrète.

Comme les institutions de notre petit pays n'ont pas été auscultées, nous allons passer en revue quatre administrations fédérales à la lumière des découvertes du Professeur Lascherre : armée, protection civile, PTT et CFF.

Une administration privilégiée

L'armée jouit d'un statut privilégié puisqu'on ne lui demande jamais de faire preuve de son efficacité. Bien que Le Liechtenstein détourne les sièges de nos sociétés bidon à son profit, que le casino de Campione d'Italia s'enrichisse sur notre dos et que l'aéroport de Bâle se trouve en France, elle semble avoir renoncé à toute utilité. Les citoyens qui ont voté en faveur de son maintien parce qu'«elle est la pierre angulaire de la Suisse», autrement dit inutile en soi, lourde et immobile, ont parfaitement compris le *principe d'administration*, avant même qu'il ne soit établi scientifiquement. Seuls trois groupes très minoritaires de citoyens menacent actuellement cette belle construction à la gloire de l'Etat et doivent être dénoncés. Premièrement, les officiers qui veulent à tout prix prouver son efficacité et qui, faute d'ennemis complaisants, en sont réduits à pousser leurs soldats à se tuer tout seuls : ils attirent l'attention de la population sur une possible utilité guerrière de l'armée alors que rien dans son organisation, et notamment dans son système d'avancement, ne permettrait de la développer dans ce sens. Deuxièmement, les objecteurs de conscience : ils condamnent l'armée pour une capacité militaire qu'elle n'a évidemment pas au nom de valeurs humaines que son immobilité ne saurait menacer. Troisièmement les esprits naïfs et qui souhaitent la suppression de l'armée à cause de son inutilité. Ces derniers sont faciles à neutraliser : il suffit de pousser la Confédération à faire des dépenses considérables de matériel militaire sous prétexte que ça crée des emplois dans l'industrie et développe le commerce grâce aux accords de compensation; et comme personne ne veut prendre le risque de s'occuper de ces engins quand ils sont opérationnels, on les refile à l'armée qui, du coup, retrouve un sem-

EN BREF

Fritz Ursprung nous a quittés dans le courant du mois de mai, à plus de 95 ans. Membre du parti socialiste du canton de Berne dès son adolescence, il avait été le jeune mais efficace bras droit d'Oskar Schneeberger, *Polizeipräsident* de la ville fédérale en 1918. Membre du secrétariat du PSS dès 1924, chargé des relations avec les partis sociaux-démocrates européens, il collabora à *Armée et Foyer* pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale. Il s'était retiré en 1962, dans sa modeste maison de Bleiken-bei-Diesbach-bei-Thun. Avec lui disparaît une figure historique du socialisme suisse, dont même les milieux bourgeois auront dû reconnaître la stature.

Le *Lützelfluheler Tagblatt* a publié, dans ses numéros des 27, 28 et 29 mai passés, une enquête approfondie, comparant la consommation électrique des ménages appenzellois. Les résultats en sont étonnants.

Otto Stich, dans une interview aux *Glattbürger Nachrichten* (1^{er} juin), explique la position fédérale à propos de la TVA. Nous renvoyons nos lecteurs à ce texte, tout à fait clair en soi, dans lequel on découvrira pourtant la mauvaise volonté de certains milieux bourgeois face à d'indispensables aménagements de notre fiscalité.

blant d'utilité.

Une administration modèle

La protection civile est la dernière-née des grandes administrations fédérales. Elle témoigne d'une créativité de nos institutions dont on ne les croyait plus capables. Construire de toutes pièces une administration qui fonctionne à vide en cette fin de XX^e siècle marqué dans le reste du monde par l'utilitarisme le plus grossier, tel est le pari que la Suisse a gagné. La distribution de pèlerines *noires* contre les rayonnements, le stockage des casques et des masques de protection dans des lieux cachés, la récupération d'anciens officiers de l'armée comme chefs régionaux, les exemples abondent pour démontrer qu'on tient là un excellent modèle pour la création de futures administrations.

Une administration chasse l'autre

Contrairement aux autres administrations, le service postal est condamné à plus ou moins brève échéance. Son utilité incontestable le met à la merci de toutes les erreurs humaines et une grève générale des facteurs suffirait à déstabiliser l'Etat. La poste doit disparaître au profit de l'administration des télécommunications. Celle-ci plus abstraite offrira une palette très riche de services inutiles qui lui permettront de répondre parfaitement au *principe d'administration*. On prévoit déjà, afin d'augmenter l'offre et la confusion, de créer, en plus du *télex*, du *télétexte*, du *télétext* et du *vidéotex* déjà existants, un *lolitex*, service de baby-sitting assuré par des présentatrices de télévision, un *érotex*, service informatisé qui devrait bénéficier des derniers développements de la CAO (copulation assistée par ordinateur) et un *latex*, appareil de ménage sophistiqué capable de détecter une érection et de déclencher un message qui recommande en musique de prendre certaine précaution quand il y a plus d'un être vivant dans la pièce.

Toutefois il s'agit d'abord de démanteler le service postal. Voici les quatre premières mesures envisagées : montrer avec horreur qu'il n'est pas rentable (alors que personne n'avait dit qu'il devait l'être); diminuer la qualité des prestations, bloquer le nombre de postes de travail et augmenter les taxes. L'introduction du courrier A et B est l'exemple le plus réussi de cette nouvelle politique antipostale : le courrier normal augmente d'un coup de 60 %,

le courrier de même prix est ralenti de 24 heures, on économise les emplois de nuit... et le déficit augmente quand même. Certaines mesures ne sont toutefois pas encore assez dissuasives : il était certes judicieux de supprimer le rabais sur les envois en nombre entre 50 à 3000 exemplaires, mais il faudrait encore obliger les usagers à y coller des timbres. Le timbre au goût de fondue froide qui ne colle qu'avec la salive serait un moyen de dissuasion efficace. Le prix de l'express, qui n'a que doublé, devrait quintupler afin que les usagers comprennent qu'ils gagneraient à utiliser un télécopieur (homologué) ou un téléphone (homologué), voire à se déplacer avec leur propre véhicule (immatriculé). Comme il est parfaitement immoral de pouvoir envoyer une disquette contenant des centaines de pages de textes au même prix qu'une lettre d'une page, il faudrait que le courrier soit démagnétisé. L'utilisateur serait obligé d'utiliser un modem (homologué) : le prix de la communication serait ainsi proportionnel à la longueur du message. Quant à l'acheminement des paquets, l'augmentation constante des vols de courrier et des colis piégés le rend de moins en moins intéressant : on prévoit d'ores et déjà de le limiter au seul mois de décembre. Les services de Jean-Noël Rey qui prévoient de s'en débarrasser complètement sont en pourparlers avec une société privée intéressée, la SAPIN (Société Anonyme Père Intérimaire Noël).

L'administration de la voie sacrée

Contrairement à l'armée, les Chemins de Fer Fédéraux doivent encore être efficaces pour témoigner de leur inutilité. Chaque jour des milliers d'automobilistes éprouvent un sentiment de fierté nationale à voir au loin dans les campagnes des trains vides se hâter pour respecter l'horaire. Aux passages à niveau, certains vont même jusqu'à arrêter le moteur de leur voiture pour mieux rendre hommage à ce merveilleux moyen de transport. Malgré ce consensus en faveur des CFF, on doit malheureusement constater que de trop nombreuses personnes prennent encore le train. L'augmentation du prix des billets ne suffit hélas pas à dissuader tout le monde. Quelques mesures simples s'imposent donc. On veillera à ce que les derniers trains des lignes secondaires quittent toujours les grandes villes avant la fermeture des établisse-

ments publics et la fin des spectacles. On ne construira plus que des voitures où les passagers sont obligés de se faire face : celui qui aura voyagé plus d'une heure devant une grand-mère bernoise parfumée à l'oignon de ses rôtis essayant de convaincre en dialecte son petit-fils de baisser le volume de son radio-cassette, celui-là ne renoncera au train.

Mais une nouvelle tendance se dessine déjà grâce à des entreprises privées à la pointe du progrès social, telle la chaîne MacDonald. D'abord on incitera certaines couches de la population à prendre le train pour le plaisir et non pour aller quelque part. Puis on organisera des voyages circulaires pour éviter aux gens de changer de train pour revenir à leur gare de départ. Et l'on comprendra enfin qu'il est absolument inutile que les trains se déplacent. Ainsi les CFF atteindront le but ultime assigné à toute administration : la stabilité dans l'immobilité.

Ce tour d'horizon permet de conclure que notre pays n'est pas en retard en ce qui concerne l'application du *principe d'administration*. Ce qui est un signe de bonne santé de nos institutions et une assurance pour leur avenir. Evidemment, il y a encore beaucoup à faire pour convaincre toute la population de l'importance de l'inutilité des administrations. On peut toutefois compter sur l'école publique pour propager cette vérité, puisque administration elle-même, elle sera de plus en plus amenée à enseigner d'abord sa propre inutilité.

MÉDIAS

Lors de la revue des caricatures de presse du mardi 14 janvier 1992 à 8h10, la Radio romande a une nouvelle fois passé sous silence notre journal. A quelles extrémités faudra-t-il en venir pour que d'autres publications que celles des grands trusts soient mentionnées ?

Après *La Nouvelle Revue de Lausanne - mensuelle* et *La Nation* (rebaptisée *Nation-La Passion*, elle servira de supplément dominical désopilant au *Nouveau Quotidien*), le groupe lausannois Edipresse vient de racheter *24 Heures*. Par erreur semble-t-il, car ce titre faisait déjà partie du trust. M. Lamunière soupçonne une escroquerie et cherche un coupable.